

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941;

La commission supérieure des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La porte fortifiée sise sur la parcelle N° 1262 section
A du cadastre, à MONTPEYROUX (Puy-de-Dôme)

appartenant à la commune de MONTPEYROUX

est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.
Article 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de
la situation de l'immeuble inscrit

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture et au maire de la commune de Montpeyroux

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 25 JUIN 1951

Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.